

40 multinationales lancent un forum de financement pour la croissance inclusive



Quarante entreprises multinationales du monde annoncent, à Paris, le lancement d'un forum de financement pour la croissance inclusive.

Ces entreprises réunies dans la coalition Business for Inclusive Growth (B4IG) ont investi plus de 1,4 milliard de dollars (1,27 milliard d'euros) dans plus de 70 initiatives au bénéfice d'environ 100 millions de personnes.

Ce forum a approuvé, lors de sa première A.G., les « principes de fonctionnement d'un incubateur » qui permettra, grâce à l'expertise de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), d'identifier et de répliquer des modèles d'activité à fort impact social dans les pays riches.

Le projet de création d'un fonds doté de 100 millions d'euros d'ici à la fin de 2020 a été discuté, mais il n'y a pas eu d'engagement. Le document qualifie ce fonds d'« initiative unique dans les économies avancées ». Comme les agences ou les banques de développement qui luttent contre la pauvreté dans les pays à bas revenus, ce fonds alimenté par des financements publics et privés aurait pour mission de soutenir des projets de lutte contre l'exclusion dans les pays riches.

« Nous avons un fonds vert pour le climat, un fonds de lutte contre la tuberculose,

nous avons aussi besoin d'un fonds pour la croissance inclusive qui lutte contre



les inégalités », dit Gabriela Ramos, directrice de cabinet du secrétaire général de l'OCDE et sherpa de l'Organisation auprès du G7 et du G20. Parmi les projets, celui de Renault et l'Action Tank Entreprise & Pauvreté, qui propose à des chômeurs et des salariés à faibles revenus une location à bas coût de véhicules avec

option d'achat, dans une formule avec une offre de microcrédit.

« Derrière le concept de croissance inclusive, il y a le constat que la croissance et les marchés ne peuvent à eux seuls résoudre les problèmes des inégalités et d'exclusion, même s'ils sont une précondition à l'augmentation des niveaux de vie. »

Lors du G7 de Biarritz, fin août, la coalition B4IG avait publié un manifeste où elle s'inquiétait qu'« *une proportion croissante de la population des pays du G7, et au-delà, soit laissée de côté* ». Dans les 28 pays de l'OCDE, 10 % des ménages les plus riches ont 52 % du patrimoine total & les 60 % les plus pauvres ont 12 % des richesses.

L'Organisation s'inquiète du « *rétrécissement de la classe moyenne* » dans la plupart de ses pays membres. « *Les gouvernements ont leur rôle à jouer dans la lutte contre les inégalités, mais ils ne peuvent pas tout, dit Gabriela Ramos, et face à la montée des inégalités, tout le monde est perdant y compris les entreprises.* »

« Le combat contre les inégalités concerne tout le monde y compris les entreprises, mais sans contrainte réglementaire il est difficile d'arriver à quoi que ce soit »

Les entreprises peuvent-elles combattre les inégalités, et la pauvreté, sur la seule base du volontariat ? Des économistes sont sceptiques. « *Le combat contre les inégalités concerne tout le monde y compris les entreprises, mais sans contrainte réglementaire il est difficile d'arriver à quoi que ce soit* »¹. Le codirecteur du laboratoire sur les inégalités mondiales à l'École d'économie de Paris cite la démocratisation de la gouvernance des entreprises en Allemagne, grâce à la cogestion avec la moitié des voix aux représentants des salariés. « *Dans la lutte contre l'extrême pauvreté, multidimensionnelle, les projets isolés ne peuvent pas se substituer à une politique macroéconomique* », ajoute l'économiste.

